



Istituto Italiano di Cultura  
Bruxelles

DOCUMENT UNIQUE INHERENT AUX CONDITIONS D'ACCÈS AU MARCHÉ

Rue de Livourne 38 – 1000 Bruxelles

OBJET DU MARCHÉ: Offre pour le service de mise à disposition de ressources humaines pour l'enseignement et pour la coordination des cours de langue et culture. CIG: 8813544E94

Contrat régi par L'Institut Culturel Italien.

Le/la soussigné(e) \_\_\_\_\_

Né(e) à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Résident à \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_

pour son propre compte, ou en tant que représentant légal de l'Entreprise

Avec siège social à \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Fax \_\_\_\_\_ e-mail \_\_\_\_\_

T.V.A. \_\_\_\_\_

D E C L A R E

**CAUSES D'EXCLUSION**

L'entreprise déclare savoir que les causes d'exclusion de la procédure sont:

**A. Causes liées aux condamnations pénales:** aux termes de la législation italienne et de la législation belge, qui transposent en droit interne l'article 57 de la Directive n. 2014/24/UE, avoir été condamné, par une sentence coulée en force de chose jugée, pour un ou plusieurs motifs dont ci-après : (1) participation à une organisation de type criminel; (2) corruption; (3) fraude; (4) crimes terroristes ou crimes liés aux activités de terrorisme; (5) blanchiment d'argent en provenance d'activités criminelles ou financement du terrorisme; (6) emploi de main-d'œuvre d'enfants mineurs ou toute autre forme de traite des êtres humains; (7) tout autre délit dont dérive l'incapacité d'être partie dans un contrat avec l'administration publique ;

par conséquent, l'entreprise déclare

<b>A. Cause d'exclusion liées aux condamnations pénales</b>	<b>Réponse:</b>
1) L'opérateur économique ou un membre de ses organes de direction ou de supervision ou toute autre personne ayant pouvoir de représenter l'opérateur économique ou ayant un pouvoir de décision ou de contrôle, ont-ils été condamnés pour un des motifs indiqués ci-avant par sentence coulée en force de chose jugée, prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou la période d'exclusion fixée par ladite sentence est-elle toujours d'application ?	[ ] Oui [ ] Non

<b>B. Cause d'exclusion liée paiement des impôts ou des lois sociales</b>	<b>Réponse</b>
1) L'opérateur économique a-t-il respecté ses obligations concernant le paiement des impôts et des lois sociales dans le pays où il est établi, en Italie et dans le pays où il exécute le contrat ?	[ ] Oui [ ] Non

<b>C. Cause d'exclusion pour insolvabilité, conflit d'intérêts ou délits professionnels</b>	<b>Réponse:</b>
1) L'opérateur économique a-t-il violé, à sa connaissance, les obligations en matière de santé et sécurité sur les lieux de travail, ou dérivant de l'application du droit de l'environnement, social et du travail ?	[ ] Oui [ ] Non
2) L'opérateur économique se trouve-t-il dans une des situations suivantes ou est-il l'objet d'une procédure de contrôle inhérente à une des situations suivantes : a) faillite, procédure d'insolvabilité, liquidation, concordat avec ses créanciers, administration contrôlée ou une situation similaire ? b) a-t-il cessé ses activités ?	a) [ ] Oui [ ] Non b) [ ] Oui [ ] Non
3) L'opérateur économique a-t-il commis des graves délits professionnels ?	[ ] Oui [ ] Non

#### DECLARE EN OUTRE

1. que l'Entreprise est inscrite dans le registre des entreprises / ordre ou registre professionnel / registre commercial suivant :

---



---

2. que l'Entreprise ne se trouve pas en conflit d'intérêts par rapport à l'objet du marché;

3. que l'Entreprise possède les certifications requises par la loi belge par rapport aux services à effectuer, en particulier:

---



---

4. de joindre les documents suivants:

- la déclaration relative aux chiffres d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois dernières années, qui ne devra pas être inférieur à 100.000 euro par an en tenant compte de la valeur de ce marché;

- la preuve de la souscription par le soumissionnaire d'une assurance couvrant les risques professionnels, la responsabilité civile et les accidents du travail;
- l'attestation qui prouve que l'Entreprise est en règle en ce qui concerne ses obligations vis-à-vis de l'Office National de Sécurité Sociale;
- document d'analyse des risques reliés aux prestations objet du marché;

L'adresse e-mail : \_\_\_\_\_ sera destinée à la réception des communications provenant du Pouvoir adjudicateur.

## **DECLARATIONS FINALES**

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) que les renseignements dont ci-avant sont véritables et corrects et il(s) déclare(nt) connaître les conséquences, même pénales, en cas de graves et fausses déclarations.

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) l'absence de causes d'exclusion de la procédure.

Le(s) soussigné(s) autorise(nt) le Pouvoir adjudicateur à effectuer les contrôles auprès des autorités locales compétentes sur la véracité des déclarations rendues au sujet des conditions requises pour la participation à la soumission d'offre.

Le(s) soussigné(s) accepte(nt), sans réserve et exception, les dispositions et les conditions dont à la lettre d'appel d'offre ainsi que dans toutes les annexes en faisant partie intégrante.

Le(s) soussigné(s) s'engage(nt) à maintenir l'offre irrévocable pendant 30 jours à dater de la date d'échéance fixée pour la réception des offres et donne sa disponibilité à la prolonger de 30 jours à la demande du Pouvoir Adjudicateur

(Lieu et date)

\_\_\_\_\_  
(Signature du représentant légal)

**(Accompagnée d'une copie d'un document d'identité en cours de validité)**